HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°123

Informations du 22 au 28 novembre 2008

JOURNAL OFFICIEL du 22 au 28 novembre 2008

Le contentieux du droit au logement
Décret n° 2008-1227 du 27 novembre 2008 relatif au contentieux du droit au logement opposable
JORF n°0277 du 28 novembre 2008 page 18176 - texte n° 43 - NOR: JUSC0821710D
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019826315&dateTexte

Formulaire « demande de versement direct - allocation de logement »
Arrêté du 12 novembre 2008 fixant le modèle du formulaire « demande de versement direct - allocation de logement »
JORF n°0272 du 22 novembre 2008 page 17835 - texte n° 24 - NOR: MTSS0827081A
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019778797&dateTexte

Différends relatifs à l'accès et à l'utilisation des réseaux publics d'électricité et de gaz naturel - Décision du Comité de règlement des différends et des sanctions de la CRE (CoRDiS)
Décision du 14 novembre 2008 donnant acte du désistement de M. et Mme Neret de leur demande de règlement du différend les opposant à la société Electricité Réseau Distribution France (ERDF)
JORF n°0277 du 28 novembre 2008 page - texte n° 111 - NOR: CREE0827775V
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019826857&dateTexte

Aménagement commercial - Modification du code du commerce
Décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial
JORF n°0274 du 25 novembre 2008 page 17921 - texte n° 6 - NOR: ECEA0824628D
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019796517&dateTexte

UNION EUROPEENNE

Réunion des ministres européens en charge du logement
Les ministres ont partagé les informations sur les pratiques de leurs pays en matière d'accès au logement sur la base d'une vaste enquête conduite en 2008 par la présidence française et d'un examen des législations nationales. Même si les politiques du logement ne sont pas des politiques communautaires et relèvent de la subsidiarité, les ministres ont abordé les questions liées à l'impact des politiques européennes sur l'accès au logement. Ils ont souhaité que l'articulation entre les niveaux européens et nationaux soit examinée régulièrement lors des prochaines réunions des ministres en charge des politiques du logement…
PFUE - Ministres européens en charge du logement - 2008-11-24
Europa - Logement décent et sans-abrisme
Parlement européen - Déclaration écrite en vue de mettre fin au sans-abrisme de rue
Feantsa - Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri

Les ministres européens du Développement urbain se sont réunis aujourd'hui à Marseille pour favoriser la mise en oeuvre de la "ville durable et solidaire" et ont adopté une déclaration commune
La réunion informelle des ministres du Logement, du Développement urbain, de l'Aménagement du territoire et de la Politique de cohésion qui s'est déroulée les 24, 25 et 26 novembre à Marseille fédère les différents ministères autour d'une thématique forte : la recherche d'une approche intégrée en faveur de villes et territoires européens durables et solidaires…
MEEDDAT - 2008-11-25
http://www.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=3956

UNION EUROPEENNE (suite)

Clôture de la réunion informelle des ministres de l'Aménagement du territoire et de la politique de cohésion à Marseille : une nouvelle étape de l'agenda territorial est adoptée à l'unanimité.
Après l'adoption à l'unanimité de la déclaration de Marseille sur le développement urbain, Hubert Falco vient de faire adopter le 26 novembre, par l'ensemble des ministres européens en charge de l'aménagement du territoire, une méthode de travail claire et structurée au service de « l'agenda territorial »…
MEEDDAT - 2008-11-26
http://www.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=3960

REPONSES MINISTERIELLES

Concessions d'aménagement
Jusqu'à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005, la passation des concessions d'aménagement n'était soumise à aucune procédure particulière de publicité et de mise en concurrence. L'article 101 de cette loi et le décret n° 2006-959 du 31 juillet 2006 ont donc mis en place cette procédure. Est ensuite intervenu, le 18 janvier 2007, l'arrêt Auroux de la Cour de justice des communautés européennes, dans lequel la cour a apporté des précisions importantes, notamment sur la nature de ces concessions, au regard du droit communautaire. Le Gouvernement prêtant une attention particulière à ce sujet, un projet de décret est en cours de préparation, afin d'adapter le droit interne à l'évolution jurisprudentielle communautaire et de prendre en compte les premiers retours d'expérience sur le sujet. Dès que ce projet de décret aura été finalisé, il sera soumis pour avis au Conseil d'État.
Assemblée Nationale - 2008-11-18 - Réponse Ministérielle N° 31339
http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-31339QE.htm
Voir notre analyse (www.inventaires.fr)
Arrêt CJCE» du 18 janvier 2007

REVUE DU WEB

Le plan Hiver 2008-2009 - rappel (*cf. lettre HCL 121)*
Les publics concernés par l'accueil en hébergement sont très divers. Il s'agit d'apporter des réponses différentes en fonction des situations des personnes : d'un côté, certaines sont complètement désocialisées et coupées de la société jusqu'à refuser d'être accueillies dans des centres d'hébergement. De l'autre côté, certaines personnes sont déjà en phase de réinsertion, ont même un travail et pourraient accéder au logement ordinaire. On n'accueille pas de la même façon ou dans une même structure d'accueil une femme victime de violence, un SDF avec son chien, une mère avec ses enfants, un demandeur d'asile, une personne ayant un emploi, etc…
Ministère du Logement - Plan Hiver 2008-2009 - 2008-11-07
Ministère de la Santé - Recommandations et dispositif de prévention 2008-2009
Ministère du Logement - Le Guide des dispositifs d'hébergement et de logement adapté

Projet de loi "mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (AMGVF)
Défendu par Christine Boutin, ministre du Logement et de la Ville, le projet de loi « mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion » a subi de nombreuses modifications, après son passage au Sénat. C'est le 22 octobre que ce dernier a adopté le texte, en première lecture, après le dépôt de nombreux amendements et de longs et vifs débats entre les représentants de la Haute Assemblée et la ministre, notamment autour de l'article 17 relatif à la question du quota de logements sociaux. Le projet de loi, qui fait l'objet d'une procédure d'urgence déclarée, sera examiné par l'Assemblée nationale début décembre, pour une adoption définitive avant la fin de l'année. L'occasion de faire le point à miparcours de la discussion parlementaire d'un texte stratégique pour les Maires de Grandes Villes…
AMGVF - Grandes Villes Hebdo N°774 - **Page 1** - 2008-11-26
http://www.grandesvilles.org/IMG/pdf_GVH_774.pdf

REVUE DU WEB (suite)

Dépistage du saturnisme chez l'enfant en France depuis 1995 : pratiques, résultats, évolutions, recommandations
La diminution de la proportion de cas de saturnisme parmi les enfants primodépistés est sans doute en rapport avec une probable baisse de la prévalence du saturnisme dans la population française, mais l'extension progressive du dépistage à des populations moins exposées a pu également jouer un rôle. La découverte annuelle d'environ 500 cas de saturnisme indique cependant qu'il existe toujours en France des situations de surexposition de l'enfant, qui doivent être repérées afin de d'agir sur les conditions de vie. Il faut veiller à ce que les actions mises en oeuvre permettent d'atteindre effectivement les enfants les plus exposés, souvent en situation de pauvreté ou de précarité…
Institut de Veille Sanitaire BEH n° 44 - 2008-11-18
http://www.invs.sante.fr/display/?doc=beh/2008/44/index.htm

Conséquences sanitaires dues au froid - Recommandations et dispositif de prévention 2008-2009
La direction générale de la Santé souhaite rappeler au grand public les mesures à adopter en cas de grand froid et informer du lancement du dispositif annuel de prévention et de prise en charge…
Ministère de la Santé - Conséquences sanitaires dues au froid - 2008-11-24

Vers un urbanisme plus durable
Le MEEDDAT lance deux initiatives : le concours « EcoQuartiers » et le projet des « EcoCités ». Ils s'inscrivent dans la suite des engagements pris à l'occasion du Grenelle concernant la réalisation de « programmes globaux d'innovation architecturale, énergétique et sociale » par des agglomérations volontaires et le développement des éco-quartiers et s'intègrent dans un plan d'actions visant à « favoriser l'émergence d'une nouvelle façon de concevoir, construire, faire évoluer et gérer la ville », ainsi qu'à promouvoir les villes durables…
ETD - Projets de territoires - 2008-11-14
Concours EcoQuartiers - Candidatures attendues début mars 2009
Projet des « EcoCités - Premières sélection en 2009

Christine Albanel rappelle son attachement au service public de l'archéologie
(…) Consciente de la nécessité d'améliorer les délais de mise en oeuvre des prescriptions archéologiques de manière à concilier les besoins de la recherche avec ceux de l'aménagement du sol qu'il s'agisse de la construction de logements, des aménagements urbains, des zones d'activité ou des infrastructures, Christine Albanel a demandé au Conseil national de la recherche archéologique, devant lequel elle s'est rendue le 18 septembre dernier, d'accélérer l'agrément de services archéologiques des collectivités territoriales. Ces services, qui procèdent aux diagnostics archéologiques sur les territoires dont ils ont la charge, permettent de compléter l'action de l'INRAP. La Ministre est en revanche défavorable à toute perspective d'inscription dans la loi d'un délai minimum de réalisation des fouilles qui risquerait, en exposant l'aménageur à des découvertes fortuites en cas de dépassement du délai, de provoquer des arrêts de chantier pour éviter la destruction de vestiges et ainsi d'aller à l'encontre du souci d'une meilleure maîtrise des délais (…)
Ministère de la Culture et de la Communication - 2008-11-26
http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/communiq/albanel/cominrap1108.html
Le site de l'Inrap
http://www.inrap.fr/archeologie-preventive/p-7-Accueil.htm

SNI acquiert 4.200 projets de logements aux promoteurs privés
La filiale immobilière du logement social de la Caisse des Dépôts (CDC) a conclu un accord pour l'achat de 4.200 projets de logements à des promoteurs privés. Objectif : soutenir le secteur du bâtiment, comme annoncé par le chef de l'Etat il y a quelques semaines….
Batiactu - 2008-11-24
http://www.batiactu.com/edito/sni-acquiert-4200-projets-de-logements-aux-promote-21662.php

REVUE DU WEB (suite)

L'encours du Livret A atteint près de 131 milliards d'euros
A fin septembre, l'encours du Livret A a atteint le montant record de 130.9 milliards d'euros, soit une hausse de 10.5 milliards depuis fin décembre 2007. Il s'agit de la plus forte progression jamais enregistrée par la Banque de France….
Batiactu - 2008-11-24
http://www.batiactu.com/edito/l-encours-du-livret-a-atteint-pres-de-131-milliard-21669.php

SDF : les propositions de Christine Boutin font débat
Suite à la mort de plusieurs SDF, la ministre du Logement a suggéré de contraindre les sans-abris à aller dans des foyers lorsque la température devenait trop basse. Cette proposition a immédiatement suscité des réactions…
Batiactu - 2008-11-27
http://www.batiactu.com/edito/sdf---les-propositions-de-christine-boutin-font-de-21714.php

Bulletin d'informations édité en collaboration avec ACRD, société éditrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales (http://www.idveilleofficiel.fr)

Pour vous abonner à la Lettre Habitat et Collectivités Locales, inscrivez-vous gratuitement sur le site *http://www.inventaires.fr*

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires*, 35-37, avenue Joffre - 94160 Saint-Mandé - tel. : 01 48 08 49 20

Courriel : contact@inventaires.fr

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés
La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.